

505 LN 103 / 10

373

(1941, 1946)

A

V. D. 3725 : Reconstruction avec améliorations des installations de la gare de Saincaize.-

Amélioration et extension des installations du triage de Saincaize (43.500.000 fr).

	C.A.	8. 1.41	18	V	2°
Lettre SNCF au MTP		10.1.41			<i>manque</i>
Arrêté		25. 2.41		(JO	10. 3.41)
Dépêche du MTP à la SNCF		10.10.41			

Reprise et modification du projet (169 M.)

	C.A.	23. 1.46	16	V	3°
Lettre SNCF au MTP		26. 1.46			
Arrêté		14. 6.46		(J.O.	23. 6.46)

Amélioration et extension des installations du triage de Saincaize (43.500.000 fr)

Extrait du Journal Officiel Lois et

décrets du 23 juin 1946

Arrêté du 14 juin 1946 déclarant d'utilité publique des travaux à effectuer par la Société nationale des chemins de fer dans trente-neuf départements

Le ministre des travaux publics et des transports, le ministre de l'économie nationale et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires;

Vu la loi validée du 11 octobre 1940, modifiée par les articles 56 à 58 de l'acte dit loi du 31 décembre 1942 portant fixation du budget pour l'exercice 1943, tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence de travaux destinés à lutter contre le chômage;

Vu l'ordonnance n° 45-2492 du 24 octobre 1945 relative à la simplification de la procédure d'expropriation en cas d'urgence;

Vu le décret n° 46-143 du 20 janvier 1946 portant règlement d'administration publique, relatif aux conditions d'application de la loi validée du 11 octobre 1940;

Sur la proposition du directeur général des chemins de fer et des transports et après avis de la commission de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public,

Arrêtent :

Art. 1er - Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux énumérés ci-après, entraînant des acquisitions de terrains, des modifications aux chemins et aux cours d'eau et faisant partie de ceux qui figurent dans les programmes de la Société nationale des chemins de fer français, actuellement en cours de réalisation (programme de reconstruction, programme quinquennal, programme spécial d'équipement, programme normal de travaux complémentaires) :

Désignation des travaux	Communes	Départements
Région SUD-EST		
SAINCAIZE - Amélioration et extension des installations de la gare	Saincaize	Nièvre

Art. 2 - Il sera procédé à l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 et de l'acte dit loi du 11 octobre 1940. La commission de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public devra être consultée pour toutes les expropriations particulières entrant dans sa compétence.

Art. 3 - Les préfets ..... de la Nièvre, .....  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1946.

Le ministre des travaux publics  
et des transports,

Jules MOCH.

Pour le ministre de l'économie nationale,  
Le chef de cabinet,

Georges REBER.

Pour le ministre de la reconstruction  
et de l'urbanisme,  
Le directeur du cabinet,

Jacques-Auguste MEAUDRE de SUGNY.



373

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration  
-----

SAINCAIZE  
-----

C O P I E

Paris, le 23 janvier 1946

Amélioration et extension des  
installations de triage  
-----

Comme suite à la décision  
du Conseil du 23 janvier 1946.  
-----

Veg<sup>2</sup> 39 750 263 201

D. 3311/0

Monsieur Le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, en deux exemplaires, un projet relatif à l'amélioration et à l'extension des installations du triage de Saincaize.

Ce projet annule et remplace celui approuvé le 10 octobre 1941 au titre du programme quinquennal.

Les dispositions primitives n'ayant reçu qu'un commencement d'exécution, par suite de l'interdiction des Autorités occupantes, il nous a paru intéressant de faire bénéficier les installations de Saincaize des études réalisées entre temps sur les chantiers de triage dont il a été tenu compte dans le présent projet.

Je vous serais obligé de bien vouloir, après décision, me retourner un exemplaire dudit projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports  
244, Boulevard Saint-Germain  
- PARIS -

23 janvier 1946

873

Extrait du P.V. de la séance du Conseil  
d'Administration du 23 janvier 1946  
----

QUESTION V - Projets

P. 16

3°) Amélioration et extension  
du triage de Saincaize.-

M. LEMAIRE rappelle que la S.N.C.F. avait déjà présenté le 10 juin 1941, au titre du Programme Quinquennal, un projet d'amélioration et d'extension du triage. Ce projet avait été approuvé par le Ministère, mais les travaux ont été arrêtés par suite des circonstances.

Les études faites depuis lors ont montré qu'il y avait intérêt à augmenter la longueur du triage et à y prévoir de nouvelles facilités pour le débranchement, en diminuant, par un aménagement approprié des têtes de faisceau, la distance entre le faisceau de réception des trains et le faisceau de débranchement. Le faible avancement des travaux permet aujourd'hui d'apporter au projet initial les modifications nécessaires : celles-ci comportent l'allongement à 780 m. des voies du faisceau de triage, l'allongement à 750 m. de la voie de rebroussement côté Roanne, la déviation de quelques voies et l'allongement de petits ouvrages.

La dépense totale s'élèverait ainsi à 169 M.

Le Conseil approuve le projet.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-:-:-:-:-

Conseil d'Administration  
-:-:-:-:-

Séance du 23 janvier 1946  
-----

V - Projets

3°) Amélioration et extension du triage de Saincaize.

h Lemaire -

Opposer -



## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 3 DECE 1945

N O T E

pour MM. les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de :

l'amélioration et de l'extension des  
installations du triage de SAINCAIZE  
(Projet rectificatif)

La gare de SAINCAIZE, située à la jonction des Régions SUD-OUEST et SUD-EST et au point de croisement de 3 grands courants de trafic Nord - Sud, Sud-Ouest - Est, Ouest - Sud-Est) est toute indiquée comme gare de triage pour concentrer les opérations autrefois effectuées à SAINCAIZE, NEVERS et MOULINS, ainsi qu'une partie de celles effectuées à VIERZON.

Comme les installations ne permettaient pas de faire face au travail envisagé, la S.N.C.F. présentait le 10 Janvier 1941, au titre du programme quinquennal, un projet d'amélioration et d'extension du triage. Ce projet a été approuvé par une décision ministérielle du 10 Octobre 1941.

Il comportait essentiellement l'établissement d'un faisceau de réception de 10 voies de 750 m de longueur, relié par une bosse équipée de freins de voie à un faisceau de triage de 30 voies de 700 m de longueur.

Les travaux, entrepris en 1941, ont été arrêtés par suite des circonstances. Or, il est apparu depuis lors que les trains à débarrasser ou à former à SAINCAIZE pourraient comporter 80 wagons de 10 tonnes.

De ce fait, les voies du triage, prévues de 700 m de longueur, seraient insuffisantes et nous avons dû envisager une modification du tracé. L'allongement du faisceau de triage est possible sans un remaniement complet des dispositions prévues, en utilisant les résultats des études poursuivies sur les tracés les plus favorables et les plus courts des têtes de triages.

Le faible avancement des travaux permet cette modification sans fausse manœuvre.

Le présent projet ne comporte, comme modifications par rapport au projet présenté le 10 Janvier 1941, que l'allongement à 780 m des voies du faisceau de triage, l'allongement à 750 m de la voie de rebroussement côté ROANNE, la déviation de quelques voies et l'allongement de petits ouvrages.

Il est demandé à MM. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le présent projet dont la dépense s'élève à 169 000 000 f, sur les bases économiques d'Octobre 1944.

Le Directeur,  
du Service Central des Installations  
Fixes et de la Construction

*Approuvé*

SECRETARIAT D'ETAT  
AUX COMMUNICATIONS  
-----

C O P I E

Direction Générale  
des Transports  
-----

Paris, le 10 octobre 1941

5ème Bureau  
-----

Région Sud-Est - Ligne de Moret  
à Roanne  
-----

Gare de Saincaize  
--

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

Amélioration et extension des  
installations de triage  
-----

S.E. 178 - 1

Vous m'avez présenté, le 10 janvier 1941, un projet d'amélioration et d'extension des installations de triage de la gare de Saincaize, située sur la ligne de Moret à Roanne.

Ce projet comporte :

- l'établissement, sur la plateforme préalablement élargie des voies de triage existantes, d'un grand faisceau de 30 voies, de 700 m. de longueur utile chacune ;
- le remaniement et l'allongement des voies de réception existantes et l'établissement de voies nouvelles, afin d'obtenir un faisceau de réception de 10 voies de 750 m. de longueur utile chacune ;
- l'établissement de voies de circulation à l'extérieur de ces faisceaux ;
- la création, côté Roanne, de la gare, d'une voie de rebroussement de 700 m. de longueur ;
- l'exhaussement de la bosse principale et l'équipement en freins de voie de la tête côté Roanne du faisceau de triage ;
- la création de part et d'autre de cette bosse de deux petites buttes commandant chacune un demi-faisceau pour les manoeuvres de formation des trains de route ;

.....



- l'établissement, pour commander les aiguilles du triage, d'un poste de manoeuvre par fils côté Moret, d'un poste de débranchement électrique côté Roanne ;
- la modernisation et l'extension des installations d'éclairage électrique ;
- la suppression de l'annexe du Service de la Traction et la création, côté Nord, d'une installation comprenant un parc de 12 voies, dont 4 couvertes, avec pont tournant électrifié, un quai à combustibles et des bâtiments de service ; cette création nouvelle sera compensée par la suppression du dépôt des machines Sud-Ouest du Guétin ;
- le renforcement de la prise d'eau ;
- la suppression des deux chantiers de réparations de wagons et la création d'un chantier unique doté d'un outillage complet (machine-outils à commande électrique, air comprimé) ;
- des acquisitions de terrains ;
- l'exécution de terrassements complémentaires pour l'élargissement de la plateforme des voies ;
- la déviation des voies principales au droit du faisceau de réception ;
- la déviation des chemins vicinaux n<sup>os</sup> 7 et 8 et d'un chemin d'exploitation à droite du chemin de fer entre les P.K. 264.100 et 264.400 ;
- l'allongement du P.I. vouté de deux mètres situé au P.K. 264.148 ;
- l'exhaussement du P.S. en béton armé au P.K. 264.668 ;
- l'allongement de l'aqueduc de 0 m.80 du P.K. 265.074 ;
- la démolition et la reconstruction des bâtiments annexes du chantier de réparation sud-est et d'un bâtiment du Service d'Exploitation ;
- la suppression du P.N. n° 109 situé au P.K. 266.653 ;
- le remaniement de la signalisation entraînant la démolition et la reconstruction des postes A, B, K, I et 2.

Ce projet est compris au plan quinquennal pris en considération par décision ministérielle du 24 octobre 1940, avec une



dotation de 43 M., dont 10 M. au titre du budget de 1941. Les travaux correspondants ont été déclarés d'utilité publique et urgents par arrêté ministériel du 7 janvier 1941 et ont fait l'objet d'une autorisation d'exécution d'urgence délivrée le 4 mars 1941.

Une décision ministérielle du 24 avril 1941 a ordonné l'ouverture, dans la commune de Saincaize, d'une enquête "de commodo vel incommodo" sur les déviations de chemins et la suppression du P.K. n° 109.

Les observations formulées au cours de cette enquête visent :

- les rampes d'accès du P.S. à relever ;
- la circulation sur le P.S. pendant les travaux ;
- la suppression du P.N. n° 109.

Sur le premier point, satisfaction sera donnée aux observations faites par une légère modification du profil au long du chemin V.O. n° 7 qui présentera une rampe de 44,1 m/m sur 304 m.

Sur le second point, il est obligatoire d'interrompre la circulation routière, mais les interruptions ne dureront que 4 à 5 jours chacune et seront fixées au minimum en tenant compte des besoins locaux.

En ce qui concerne le P.N. n° 109, le service vicinal du département de la Nièvre, après avoir émis un avis favorable à sa suppression dans des rapports des 24 janvier et 24 février 1941, a indiqué, dans un rapport ultérieur du 6 mai 1941, qu'il y avait lieu de maintenir ce P.N.. Après examen par le Service technique des Transports, j'estime que la faible fréquentation de ce P.N. ne justifie pas son maintien ; il serait d'ailleurs fréquemment intercepté par des trains stationnant devant les signaux d'entrée en gare et sa suppression procurera à la S.N.C.F. une économie appréciable de gardiannage. D'autre part, la traversée du chemin de fer restera possible, après la suppression dudit P.N., sans grand allongement de parcours, en utilisant le P.I. situé à 250 m. environ au delà vers Roanne.

Dans ces conditions, et après examen par le Service technique des transports, j'approuve le projet présenté, dont le montant, imputable sur les crédits d'engagement du budget d'établissement de l'exercice 1941 (plan quinquennal, chapitre G triages) est évalué, en principal, à 43.500.000 fr.

.....

Il est entendu que :

1°- les imputations, tant en dépenses qu'en recettes, effectuées conformément à la circulaire ministérielle du 20 mai 1902 et à la décision ministérielle du 11 septembre 1939, seront les suivantes :

I.- Travaux complémentaires de premier établissement proprement dits, évalués en principal à .....43.400.000 fr

II.- Installations et matériel supprimé :

a) coût primitif, en principal.....	150.000 fr
b) reprise de matériaux utilisables.....	50.000 fr

2°- La dépense à payer chaque année devra rester dans la limite des crédits de paiement inscrits à cet effet au budget d'établissement de la S.N.C.F. (programme quinquennal - région Sud-Est) approuvé pour l'exercice correspondant ;

3°- Le profil en long du chemin V.O. n° 7 sera modifié pour présenter une rampe de 44,1 m/m sur 304 m. ;

4°- En raison des difficultés d'approvisionnement en ciment et en métal, la maçonnerie de pierres sera substituée, dans toute la mesure du possible, au béton armé ;

5°- Avant tout commencement d'exécution, la S.N.C.F. soumettra au Service technique des transports des dessins de détails des bâtiments à construire à usage du personnel ;

6°- Les acquisitions de terrains ne deviendront définitives qu'après justifications par la S.N.C.F. de l'avis de l'Administration des Domaines prévu par le décret du 5 juin 1940 sur la législation du Domaine immobilier de l'Etat ;

7°- Les terrains acquis qui ne serviront pas d'assiette à des chemins publics seront incorporés au domaine public du chemin de fer et feront l'objet du bornage supplémentaire prévu par l'art. 31 du Cahier des Charges des lignes exploitées par la S.N.C.F..

8°- Après exécution des travaux, les chemins modifiés seront remis aux ayants droit chargés d'en assurer l'entretien.

En lui demandant le dossier de l'enquête "de commodo vel incommodo", j'adresse copie de la présente décision à M. le Préfet de la Nièvre, chargé de la notifier à M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées de ce département et à la Municipalité de Saincaize.

Signé : R. CLAUDON.

**Extrait du Journal Officiel**  
**Lois et décrets du 10 mars 1941**

**Secrétariat d'Etat aux Communications -**

**Travaux d'équipement de la Société Nationale des chemins de fer français.-**

Par arrêtés des 7 janvier et 25 février 1941, pris en application de la loi du 11 octobre 1940 relative à la procédure d'expropriation pour l'exécution d'urgence des travaux destinés à lutter contre le chômage, ont été déclarés d'utilité publique et urgents les travaux ci-après désignés qui figurent dans les divers programmes présentés par la Société nationale des chemins de fer français, actuellement en cours de réalisation (programme spécial d'équipement, programme quinquennal, programme normal de travaux complémentaires).

TITRE DES PROJETS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
1°) Programme spécial d'équipement		
.....		
2°) Programme quinquennal		
Nantes - Modification des voies à la traversée de la ville. Aménagement de la gare de Nantes-Orléans en gare centrale à voyageurs. Suppression des passages à niveau de la rive gauche et aménagement de la gare Etat en gare centrale P.V.	Loire-Inférieure	Nantes
Remaniement des gares de Lyon et abords. Quadruplement Lyon-Saint-Just - Lyon-Bron. Déplacement du chantier de lavage et des messageries. Remaniement de la gare de Lyon-Ferrachet.	Rhône	Lyon
Remaniement de la gare de Marseille-St-Charles.	Bouches-du-Rhône	Marseille.
Seine-et-Oise - Extension du triage.	Seine-et-Oise	Meulan, Evry.



8 janvier 1941

573



Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration  
du 8 janvier 1941

---

QU. V - Projets

2°) Amélioration et extension des installations de la  
gare de Saincaize (43.500.000 fr).-

P.V.

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil  
approuve de projet qui figure au plan quinquennal.

STENO p. 18

M. LE PRESIDENT.- Comme il est expliqué dans la note,  
il s'agit de créer, par le développement des installations  
existantes, une grande gare de triage à Saincaize, au croi-  
sement de trois grands courants de trafics : Nord-Sud (artère  
du Bourdonnais, Sud-Ouest - Est (Vierzon, Nevers, Dôle)  
et ~~inter~~ Ouest-Sud (Saint-Pierre-des-Corps, Vierzon,  
Moulins, Saint-Germain au Mont d'Or, Badan). Ces trafics  
sont desservis, à l'heure actuelle, par trois triages:  
Vierzon, Nevers et Moulins, qui sont de simples gares de  
triage régionales. Il a paru qu'un rendement supérieur serait  
obtenu si les opérations étaient concentrées à la gare de  
Saincaize, qui se trouve au croisement même de tous ces  
courants.

Le projet comporte les extensions qu'il est nécessaire d'apporter à la gare de Saincaize pour lui permettre d'assurer ce rôle nouveau. La dépense totale envisagée est de 43 M. et demi, correspondant, à 500.000 fr près, au crédit d'engagement prévu au programme quinquennal, qui était de 43 M. Le premier crédit de paiement, prévu pour 1941, est de 10 M. Les économies escomptées sont chiffrées à 5.110.000 fr, provenant essentiellement d'une meilleure utilisation du personnel et des machines de manœuvres.

Nous sommes fondés, je crois, à attendre des économies. Mais elles me paraissent un peu théoriques. En tout état de cause, je ne sais pas dans quelle mesure il sera possible d'en contrôler la réalisation effective. Nous essaierons néanmoins de le faire. Dans un certain nombre de cas, je ferai faire des enquêtes quand les travaux auront été effectués, afin de constater dans quelle mesure les prévisions faites se trouvent justifiées par l'expérience.

M. LE BESNERAIS. - Je crois que des vérifications ont déjà été faites dans un certain nombre de cas.

M. LE PRESIDENT. - Il importe que nous puissions nous assurer que les économies prévues correspondent à quelque chose d'effectif et de réel.

M. LE BESNERAIS. - Ce contrôle est intéressant, en ce sens que, lorsqu'on établit ultérieurement d'autres projets, on peut partir d'une base réelle. Sans doute, il y a toujours des aléas, mais les prévisions d'économies ont tout de même plus de certitude.

M. LE PRESIDENT. - Il n'y a pas d'autre observation ?  
Ce projet est approuvé.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----  
Conseil d'Administration

-----  
Séance du 8 janvier 1941  
-----

V - Projets.

- 2°) Amélioration et extension des installations  
.. de la gare de Saincaize (43.400.000 fr).

Par

Bonne en ce jour pour la suite en présence de personnes compétentes

fevri.

LB

Il est décidé en ce sens à l'unanimité

Bonne

compte

du 8 Janvier 1941

(Question N° 2/7)

NBh  
V-472SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le -3 JAN 1941

## NOTE

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet de

l'amélioration et l'extension des  
installations de la gare de SAINCAIZE



Afin de permettre d'accélérer la marche des trains de marchandises et de réduire le temps passé dans les triages, la S.N.C.F. a été conduite à concentrer les opérations de triage sur un petit nombre de chantiers qui permettront de réduire: les effectifs, le nombre d'heures de machines de manœuvres ainsi que la fréquence et l'importance des avaries au matériel et aux marchandises dues aux débranchements successifs.

SAINCAIZE se trouvant à la jonction des Régions Sud-Est et Sud-Ouest et à peu de distance des triages de NEVERS, MOULINS et VIERZON est une application de cette conception.

Cette gare se trouve, en outre, au croisement de 3 grands courants de trafic : Nord-Sud (artère du Bourbonnais) Sud-Ouest- Est (Vierzon, Nevers, Dôle), Ouest-Sud (Saint-Pierre-des-Corps, Vierzon, Moulins, Saint-Germain-au-Mont-d'Or, Badan) et peut former, dans d'excellentes conditions, des trains de lots à grande distance.

Sa situation la désigne enfin pour assurer l'interpénétration du trafic entre les Régions Sud-Est et Sud-Ouest.

Le report à SAINCAIZE des éléments de trafic qui doivent naturellement y tomber et qu'assurent actuellement les triages voisins de NEVERS et MOULINS permettra de ramener le rôle de ces gares à celui d'organismes locaux.

De même l'intervention de VIERZON dans les échanges transversaux pourra être considérablement réduite.

Les installations de triage de la gare de SAINCAIZE sont actuellement nettement insuffisantes et ne répondront pas à un tel programme.

Le nombre des voies est insuffisant et leurs dispositions ne permettent pas un débranchement rationnel. Il en résulte un double équipement en postes de manœuvres (machines et personnel).

Les voies de triage et de réception n'étant pas assez longues ne peuvent recevoir de trains longs et les bosses de triage ne permettent pas un débit suffisant.

Enfin les chantiers de réparation de wagons ne sont pas dotés de l'énergie électrique et leur outillage est sommaire.

Le présent projet comporte essentiellement :

- L'établissement d'un faisceau de triage de 700 m de longueur utile.
- L'aménagement, par allongement et extension, d'un faisceau de réception de 10 voies de 750 m de longueur utile.
- L'établissement de voies de circulation.
- L'exhaussement de la bosse principale et l'équipement en freins de voie de la tête du faisceau de triage côté ROANNE.
- La création de part et d'autre de cette bosse, de deux petites buttes pour les manoeuvres de formation des trains de route.
- L'établissement d'un poste de manoeuvre par fils à la tête du faisceau de triage côté MORET, et d'un poste de débranchement électrique côté ROANNE.
- La modernisation et l'extension des installations d'éclairage électrique.
- Le déplacement avec extension des installations de traction comportant notamment l'installation d'un pont tournant de 24 m électrifié.
- Le renforcement des installations hydrauliques.
- Le remplacement des 2 chantiers de réparation par un nouveau chantier pouvant réparer 80 véhicules par jour et doté d'un outillage moderne et complet.

La réalisation du projet entraînera en outre l'acquisition de terrains, la déviation des voies principales pour permettre l'établissement du faisceau de réception, la modification d'ouvrages d'art, la démolition et la reconstruction de bâtiments et, enfin, la modification des installations de sécurité.

Les nouvelles dispositions une fois réalisées, permettront de réaliser une économie annuelle de 5 110 000 fr environ, savoir :

Economies de personnel, tant à SAINCAIZE qu'à NEVERS et à MOULINS .....	2 630 000.-
Economies de machines de manoeuvres ....	1 000 000.-
Economies à résulter de la formation de trains longs .....	855 000.-
Economies de traction (déduction faite des dépenses supplémentaires à SAINCAIZE)	165 000.-
Economies de wagons gagnant une escale..	460 000.-
	<hr/>
	5 110 000.-

et la sécurité du personnel sera grandement améliorée.

Le montant des travaux est évalué à 43 500 000 fr, la dépense sera imputée partie en 1941 (10 M) et partie sur les exercices suivants (33 M 5).

L'exécution de ce projet est comprise au programme quinquennal - chapitre G - Triages - approuvé par le Conseil d'Administration le 2 Octobre 1940 et par la loi du 1er Novembre 1940.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le présent projet.

Le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes.

